

A plusieurs reprises il a été fait référence aux conseillers de l'enseignement technique qui ont remplacé les inspecteurs départementaux en 1946. Les Présidents successifs insistent régulièrement dans leurs interventions sur leur dynamisme et l'efficacité de leurs actions. En effet, ils ont beaucoup apporté à l'association et ont servi d'interface entre l'entreprise et l'école.

La création des conseillers de l'enseignement technique en mars 1946

Avant la seconde guerre mondiale, c'est parmi les industriels, les artisans, les commerçants en activité ou retraités que sont recrutés les inspecteurs départementaux de l'enseignement technique. Ce sont des bénévoles qui acceptent de donner de leur temps en allant dans les établissements, en inspectant les professeurs, en donnant des conseils pour les équipements et en participant à l'évaluation des élèves ; ils siègent également dans les comités locaux ou départementaux de l'enseignement technique créés en 1911. Après le vote de la loi Astier en juillet 1919, leur mission s'étend aux cours professionnels qu'ils ont également la charge d'inspecter et dont ils président les jurys d'exams pour la délivrance des CAP. Pendant toute cette période, ils contribuent efficacement à la construction de l'enseignement technique. Suspendus en 1939, ils sont supprimés en 1946 lorsqu'un décret crée un corps d'inspecteurs fonctionnaires chargés du suivi des établissements techniques et des inspections du personnel.

Dans le même temps est constitué un corps de bénévoles, les conseillers de l'enseignement technique pour servir de lien entre l'école et le monde

Introduction

"Que peut-on donner à chacun de plus durable et de plus utile dans la vie que de savoir et une compétence ? C'est la raison d'agir et la motivation de l'AFDET", affirmait Raymond Ravenel, Président de l'AFDET de 1946 à 1962. Valoriser et développer la formation professionnelle au cœur des réflexions de ses adhérents et de leurs actions. L'histoire de l'AFDET est indissociable de celle de l'enseignement technique. La date de création et l'objectif recherché révèlent l'esprit nouveau et original des fondateurs. 1902, c'est une époque où se dévoile l'enseignement classique, plus littéraire que scientifique, et où il peut paraître préoccupant de vouloir promouvoir un enseignement qui en est encore à ses balbutiements. Cette période correspond aussi aux débuts de la querelle qui oppose l'administration du ministère de l'Instruction publique d'une part et celle du ministère du Commerce d'autre part, querelle ouverte depuis 1887. Le ministère du Commerce soutenu par les responsables de certains milieux économiques estime que la réponse donnée par le ministère de l'Instruction publique est inadaptée aux exigences des milieux de la production et des échanges commerciaux. Dans ce contexte, l'AFDET se propose d'amener la France au rang des pays étrangers les plus avancés, pour la formation des ouvriers professionnels, tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche ou la Suisse et de contribuer à la doter d'un instrument de formation structurée qui n'exclurait pas le bagage général mais le donnerait comme base et comme complément des connaissances professionnelles.

Avec des moyens modestes, l'AFDET

Regards sur l'Angleterre et sur l'Allemagne

De nombreux articles insistent sur l'efficacité de l'enseignement technique allemand et sur la maîtrise des langues vivantes qui favorise le développement des maisons de commerce allemandes au détriment des maisons de commerce anglaises ou françaises. En Angleterre, ce sont les municipalités qui organisent l'enseignement professionnel. N'ayant pas toujours les compétences nécessaires, elles se sont tournées vers une association, l'Institut de la Cité et des Guilde de Londres. L'institut élabora les programmes et les rénove par l'intermédiaire de Comités consultatifs dont font partie les syndicats professionnels. Les professeurs sont contrôlés ainsi que les élèves qui sont soumis à des examens constituant un type de comparaison reconnu dans tout le Royaume-Uni.

Un article¹⁴ rédigé par Gustave Dron, député, maire de Tourcoing et Edmond Labbé, inspecteur général de l'Enseignement technique présente une étude approfondie sur les cours de perfectionnement professionnel en Allemagne. La scolarité obligatoire s'arrête à 14 ans. Les jeunes qui ne continuent pas leurs études et qui entrent directement comme apprentis dans l'industrie et comme employés dans le commerce suivent des cours obligatoires pour les garçons. Ces cours donnent le complément d'instruction professionnelle nécessaire pour faciliter l'apprentissage du métier. Patrons et ouvrières acceptent cette organisation qui profite aux deux parties. "Plus l'ouvrier sera instruit et plus il pensera en travaillant, plus il produira sans risques pour matériel mis à sa disposition et plus enfin il gagnera d'argent et en finira gagner à son patron"¹⁵. Un certain nombre d'obligations pour les parents, patrons et les apprentis sont prévus et leur non-respect est passible d'amende et même de prison si le fautif n'est pas solvable. Les cours sont avant tout théoriques et pratiques et sont divisées en trois par

es (ENP)
fu 11 décembre
un modèle type
s privées qui
l'enseignement
sage". L'idée
et une école
ainsi conduit
ns quitter
coopération acti
s

¹⁴ Des représentants de municipalités, de Bourses du Travail, de syndicats ouvriers et patronaux des industriels et des commerçants.

L'enseignement technique, outil de promotion sociale pour les jeunes

Dans la revue d'Avril 1999, Jacques Bodineau, directeur de la formation à l'ENSET, signe un article dans lequel il rappelle le rôle joué par l'enseignement technique pour permettre la promotion sociale et professionnelle de nombreux jeunes. Mais aujourd'hui, constate-t-il, l'image que les gens ont de l'enseignement technique reste celle d'un enseignement manuel alors que la majorité des formations qui sont offertes sont plus ouvertes qu'on ne le croit aux nouvelles technologies et plus aptes à offrir des débouchés professionnels que bien des voies générales aux débouchés incertains. En 1998, plus de 600000 diplômes professionnels (CAP et BEP, bacs pro, brevets de technicien, BTS et DUT) ont été délivrés. Il constate qu'au cours des 15 dernières années, de profonds changements ont marqué cet enseignement : suppression du palier d'orientation vers le CAP 3 ans à la fin de la 5^{ème}, rénovation du contenu des CAP et BEP, création du baccalauréat professionnel, ouverture de tous les diplômes par la voie de l'apprentissage. "L'éducation n'est plus un levier pour changer la vie, elle est une obligation pour trouver un emploi". On assigne désormais au système éducatif d'anticiper sur les besoins futurs en prenant appui sur les travaux conduits par le Bureau d'information et de prévisions économiques (BIEP). Ainsi le baccalauréat professionnel doit correspondre à un profil valorisé d'ouvrier technicien. Le développement des nouvelles technologies milite pour l'ouverture de l'école sur l'environnement économique. Mais cette

Pour une coordination des différents ministères formateurs

Dans le même numéro, Hippolyte Luc, directeur général de l'enseignement technique, s'exprime sur l'enseignement technique à la française. S'il approuve la dispersion de cet enseignement entre plusieurs ministères en fonction de son orientation, il émet le vœu que chaque ministère consulte le Conseil national économique à qui incombe la mission de maintenir la cohérence dans tout domaine de l'économie nationale. Ainsi les ministères pourraient consulter ce Conseil chaque fois qu'ils auraient à traiter d'un problème concernant l'enseignement technique. On éviterait ainsi les doubles emplois, les concurrences inutiles et l'on pourrait définir une unité de vue et d'action. Selon lui, l'entrée de l'enseignement technique au sein de l'Education nationale lui a assuré un meilleur recrutement en quantité et en qualité. "On ne nous envoie plus systématiquement les élèves qui n'ont montré d'aptitudes marquées pour aucune autre forme de culture, en vertu d'une sélection purement négative les considérant comme propres à l'enseignement professionnel" ... "un Etat qui n'envisage pas sérieusement l'avenir de la jeunesse, est un Etat qui se condamne lui-même quel qu'ait pu être son passé". Mais l'AFDET est partagée sur cette organisation. Cependant, l'AFDET et Hippolyte Luc obtiennent que soit maintenue

savoir connaissances techniques et générales. Il prend l'exemple de **Tourcoing** qui a créé un institut, l'institut Colbert, qui regroupe unan le même numéro, Hippolyte Luc, directeur général de l'enseignement préapprentissage, une école primaire supérieure, une école technique, s'exprime sur l'enseignement technique à la française. S'il en direction des apprentis, mais aussi des ouvriers déjà formés prouve la dispersion de cet enseignement entre plusieurs ministères et cette organisation, voyaient parfois d'un mauvais œil le suivant de son orientation, il émet le vœu que chaque ministère consulte l'professionnels qui n'existaient pas quand ils ont été Progressivement dans de nombreuses villes, des cours sont 17h00 à 19h00 pour répondre aux besoins exprimés par d'entreprise.

Un Congrès de l'apprentissage déterminant à Roubaix. Selon lui, l'entrée de l'enseignement technique au sein Malgré les tentatives successives au cours des années 1906, l'éducation nationale lui a assuré un meilleur recrutement en quantité et l'AFDET n'a toujours pas organisé le Congrès de l'apprentissage. "On ne nous envoie plus systématiquement les élèves qui n'avait prévu. En novembre 1909, la municipalité de Roubaix, entré d'aptitudes marquées pour aucune autre forme de culture, en vu l'association de mener à bien ce projet à l'occasion de l'internationale du Nord de la France qui doit avoir lieu en 1911 donne son accord. La municipalité octroie une subvention pour couvrir une partie des frais. Une lettre de l'adjoint au maire au bureau qu'il peut organiser le congrès comme il le précise au bureau qu'il peut organiser le congrès comme il le intien de la dispersion des formations entre différents ministères contre d'une de ses demandes récurrentes. Nombreux sont encore i continuent à espérer un ministère unique traitant des problèmes formation professionnelle dans son ensemble. En revanche, contrairer volonté des responsables du Front populaire qui veulent constitue unique, l'AFDET et Hippolyte Luc obtiennent que soit maintenue organisation d'enseignement rassemblant les différents niveaux d'qualification professionnelle, de la sortie du primaire jusqu'aux Ecoles Comité de patronage est constitué, on y dénombre 3 ministres anciens ministres, le Préfet du Nord, 15 sénateurs, 16 Métiers au sein de la Direction générale de l'enseignement technique nombreuses personnalités du monde économique. Le total atteint près de 900. Le congrès se tient du 2 au 5 octobre.

Plan de l'offre de formation en 1939
patronage des ministres du Commerce et du Travail et sous ur faire prendre conscience aux adhérents du chemin parcouru Modeste Leroy, président de l'AFDET, considéré par le journal de l'association, un bilan de l'offre de formation de l'enseignement technique relevant du ministère de l'Instruction de la Chambre des députés et promoteur d'une loi sur le supérieur, en plus des six Ecoles nationales de la Fédération française des travailleurs du livre, Monsieur Labbé, inspecteurs, les Ecoles nationales de Strasbourg, des Arts et Industries technique déposée en 1909, Edmond Labbé, inspecteurs, les Ecoles nationales de Strasbourg, des Arts et Industries l'enseignement technique, Monsieur Keufer, secrétaire à la rubaix, de céramique de Sèvres ainsi que l'Ecole des Hautes



« Les Français ne sont pas près de modifier leur opinion sur l'enseignement technique. De ce fait, lorsqu'il s'agit de créer un courant d'opinion, sommes-nous rarement soutenus, et cela même à l'intérieur de ma maison, je dois l'avouer... Dans cette maison, si l'on touche à quoique ce soit, on risque de compromettre l'équilibre de tout l'édifice. »

Pierre Billecocq, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale (1969-1972)

AFDET

Claude HUI

Mars 2019

Collection AFDET ÉTUDES

